

## **Termes de référence:**

### **Etude de pré faisabilité**

**Programme de restauration de la biodiversité et de  
requalification urbaine dans le District d'Icoaraci à Belém**

*(Programa de Restauração da Biodiversidade e Requalificação  
Urbanística no Distrito de Icoaraci em Belém, PA)*



**Agence Française de Développement**

## **I. Contexte de la prestation**

### **1. Le Programme de requalification urbaine du district d'Icoaraci**

#### **Contexte d'intervention du Programme**

##### *La municipalité de Belém*

Belém est la capitale de l'Etat du Pará, entièrement inclus dans l'Amazonie, qui abrite la plus grande île fluviale au monde, l'île de Marajó. En 2022, l'Etat comptait 4,1% de la population brésilienne et était responsable de 2,2% du PIB du pays. Le Pará fait partie de l'Amazone Légale, aux côtés de 6 autres Etats de la région Nord (Acre, Amapá, Amazonas, Rondônia, Roraima et Tocantins), du nord du Mato Grosso et de l'ouest du Maranhão. Cette région septentrionale du Brésil comprend 28 millions d'habitants et est couverte pour les deux tiers de sa superficie par des espaces forestiers. Elle concentre des enjeux multidimensionnels de développement : retard économique par rapport aux autres régions (seulement 8% du PIB national, PIB/hab. de 4 574 USD pour une moyenne nationale à 7 507 USD), enjeux de cohésion sociale et inégalités exacerbées, enjeux d'accès aux biens et services essentiels pour la population, dégradation du capital environnemental, entre autres. Les habitants de la région vivent essentiellement dans des régions urbanisées, dont la croissance désordonnée provoque des pressions environnementales et compromet l'accès à des services publics de base (eau potable, assainissement, transports publics, etc.).

Belém est située dans la baie de Guajará, en aval du fleuve Pará, complexe estuarien entre le Delta du fleuve Amazone, les rivières Tocantins, Campina Grande et la baie de Marajó. Elle abrite un port industriel situé à une centaine de kilomètres de l'océan Atlantique, qui en fait un centre commercial et logistique essentiel dans la région Nord. La ville est située sur la rive droite du rio Guamá qui, tout en faisant partie du système hydrographique de l'Amazone, est séparé de la plus grande partie du delta de l'Amazone par l'île de Marajó. La ville est située sur une plaine alluviale, régulièrement inondée lors des périodes de pluies intenses. Elle est traversée par plusieurs rivières et cours d'eau qui influencent le climat et la vie de la population. Elle compte 14 bassins hydrographiques.

La région métropolitaine de Belém comptait 2,7 millions d'habitants en 2022 (1,3 millions pour la municipalité de Belém et 1,4 millions pour les 7 autres municipalités de l'agglomération, soit 29% de la population de l'Etat). Le PIB annuel par habitant s'élève à environ 3 800 USD, soit la moitié de la moyenne nationale). Le secteur de services est le principal moteur de l'économie locale, concentrant des activités telles que le commerce, le tourisme, les transports et les services publics. Le tourisme est une industrie en croissance, tirée par la beauté naturelle de la région et la culture locale. L'économie de Belém est confrontée à des défis tels que les inégalités sociales, l'informalité sur le marché du travail et la dépendance aux ressources naturelles.

La ville a subi une croissance démographique importante au cours des dernières décennies, portée par l'industrialisation et les mouvements migratoires régionaux. La densité de la population est importante, en particulier dans certaines zones de la ville, impactant la pression sur les services publics et les infrastructures. A l'image des autres centres urbains brésiliens, Belém connaît des enjeux de pollution atmosphérique et d'émission de gaz à effet de serre importants, avec un secteur des transports comme principal émetteur (atrophie des transports publics), une gestion des eaux usées et des déchets solides particulièrement complexe (faible taux d'accès à l'assainissement et déchets éliminés dans la décharge de Marituba dans la banlieue Est de la ville). La ville est située au cœur d'un écosystème stratégique pour la région, particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. La formation et l'expansion urbaine de Belém, au fil des années, ont été marquées par des inégalités socio-spatiales et par l'occupation informelle dans des zones inondables périphériques entraînant des impacts négatifs en termes de gestion des ressources hydriques et d'aménagement

urbain. Cette expansion a généré une pression sur les ressources naturelles, la qualité de vie de la population et le patrimoine historique et culturel.

#### *Le Plan Directeur de Belém*

Dans ce contexte, la municipalité est en train d'actualiser son Plan Directeur<sup>1</sup> afin de renforcer les objectifs d'inclusion socio-économique et de lutte contre la vulnérabilité climatique du territoire<sup>2</sup> dans la planification. Le Plan Directeur actuellement en vigueur, datant de 2008 (loi n°8.655), mettait déjà en avant la fonction sociale de la ville, en mentionnant les droits à la terre en milieu urbain, à l'accès au logement, à l'assainissement, aux infrastructures et aux services publics, à la mobilité, à l'emploi, aux aides sociales, aux espaces publics et au patrimoine environnemental et culturel.

Orchestrée par le Secrétariat Municipal de la Coordination Générale, de la Planification et de la Gestion (SEGE) et le Conseil municipal de développement urbain (CDU), la révision du Plan Directeur est en cours depuis 2024 et a fait l'objet d'un processus participatif et de consultations publiques. Une loi municipale sur le Plan Directeur révisé doit être présentée à l'Assemblée municipale en juin 2025. Cette démarche doit s'appuyer sur plusieurs initiatives lancées récemment, comme le **Forum municipal sur le changement climatique** (FMMCB, instance consultative instaurée en 2023 pour coordonner et promouvoir les politiques de développement durables à Belém, en vue de la préparation de la COP-30 sur le climat de novembre 2025), le **Plan municipal d'action pour le climat** (*Plano Local de Ação Climática de Belém - PLAC*, soutenu par l'ICLEI-Local Governments for Sustainability et adopté en décembre 2024<sup>3</sup>) qui s'est appuyé notamment sur le premier **inventaire d'émissions de Gaz à Effets de Serre de la municipalité** ainsi que sur un **Diagnostic des Services Ecosystémiques et une analyse des risques et de la vulnérabilité climatique**.

En outre, le Plan Directeur révisé devrait conduire à intégrer des solutions d'aménagement planifiées dans le Plan Pluriannuel d'Investissement de la ville (PPA), visant à éloigner la population des zones à risque, à garantir des logements décents équipés de systèmes d'assainissement, à créer des espaces publics, à protéger et à augmenter les espaces de biodiversité urbaine et à garantir une mobilité urbaine source d'opportunités économiques et d'intégration sociale pour les populations précaires.

#### *Le district d'Icoaraci*

Ces problématiques d'aménagement urbain, de cohésion sociale et de vulnérabilité climatique se manifestent avec une acuité particulièrement forte dans certains quartiers de la capitale, en particulier dans le district d'Icoaraci (167 000 habitants) au nord de l'agglomération. Celui-ci abrite des zones urbaines densément peuplées avec une forte présence de populations autochtones et d'origine africaine. Il est réparti en 4 quartiers : Ponta Grossa, Agulha, Paracuri e Parque Guajará. Il se caractérise par la disparition de sa végétation native, principalement due à l'urbanisation, avec des logements précaires construits sur des zones inondables.

Le district est également empreint d'un patrimoine historique et culturel régional important ainsi que d'un potentiel de développement économique via l'entrepreneuriat et l'emploi locaux, ainsi que le tourisme, puisqu'il abrite le pôle de production de céramique Tapajônica et Marajoara issu des traditions des peuples de la région amazonienne. L'école d'arts Mestre Raimundo Cardoso, référence pour la céramique régionale, est également située à proximité de la Travessa da Soledade, ainsi que plusieurs petits commerces d'artisanat et de céramique de la région.

---

<sup>1</sup> Voir : <https://pgm.belem.pa.gov.br/legislacao/meio-ambiente-e-urbanismo/>

<sup>2</sup> Voir décret municipal n°110.068 paru au Journal Officiel le 1<sup>er</sup> avril 2024 portant constitution de la commission spéciale de révision du Plan directeur de la municipalité de Belém : [https://planodiretor.belem.pa.gov.br/wp-content/uploads/2024/09/dom\\_02-04-24.pdf-DECRETO-COMISSAO-TECNICA.pdf](https://planodiretor.belem.pa.gov.br/wp-content/uploads/2024/09/dom_02-04-24.pdf-DECRETO-COMISSAO-TECNICA.pdf) et <https://planodiretor.belem.pa.gov.br/processo-de-revisao/#informacoes-gerais>

<sup>3</sup> <https://americadosul.iclei.org/wp-content/uploads/sites/78/2024/12/plac-belem-612-v3.pdf>

Le bassin hydrographique de Paracuri (1 600 hectares, 135 000 habitants dont environ la moitié en habitats précaires selon des données disponibles) est situé dans le district d'Icoaraci. Le bassin, préservé et peu habité jusqu'au début des années 1980, a été occupé progressivement à partir de 1985, autour des principales voies navigables, avec des maisons en bois principalement tournées vers le fleuve. Avec le développement industriel et urbain et l'augmentation de la population, la périphérie d'Icoaraci a également augmenté, avec plusieurs zones occupées entraînant une forte pression sur le sol. Plusieurs complexes résidentiels ont par ailleurs été construits pour réinstaller des familles impactées par des projets financés dans le cadre du Programme d'Accélération de la Croissance (PAC) et ont eux-mêmes été partiellement occupés irrégulièrement avant leur finalisation. La zone subit aujourd'hui régulièrement des inondations lors des fortes pluies et des marées hautes, de janvier à mai. Les habitants ont par ailleurs un accès très limité au réseau de transport public et se retrouvent marginalisés dans des espaces d'exclusion socio-économique en périphérie de l'agglomération.

Le Plan Directeur de la municipalité devrait ainsi intégrer des actions spécifiques en faveur du district d'Icoaraci et du bassin de Paracuri. Le plan pluriannuel de la municipalité (PPA) pour 2022-2025 mentionne par ailleurs déjà des études et travaux relatifs au bassin de Paracuri.

## Présentation du Programme

### *Calendrier et montant*

La Commission des financements extérieurs (COFIE) de l'Union fédérale du Brésil, a donné son accord le 26/09/2024 pour que ce Programme d'un montant total de 67 M€ soit financé à hauteur de 80% (54,5 M€) par un prêt de l'AFD à la municipalité de Belém, bénéficiant de la garantie fédérale, sur la base d'une *Carta Consulta* présentant le Programme (annexe). Le démarrage de l'instruction de ce financement par l'AFD a formellement été validé par son Comité d'Identification interne du 27/11/2024. L'octroi du financement par les instances de décision de l'AFD est prévu avant octobre 2025 ce qui implique un comité de crédit en juillet et la transmission du dossier final interne aux instances de l'AFD pour approbation du financement en septembre 2025.

### *Objectifs*

La finalité de l'intervention de l'AFD est d'accompagner la municipalité de Belém dans la mise en œuvre d'une gestion urbaine plus inclusive et résiliente, en améliorant la qualité de vie des habitants et en particulier des femmes.

L'objectif du Programme est la restauration de la biodiversité et la requalification urbaine de la région de la *Travessa Soledade*, au sein du district d'Icoaraci, dans le bassin hydrographique de Paracuri.

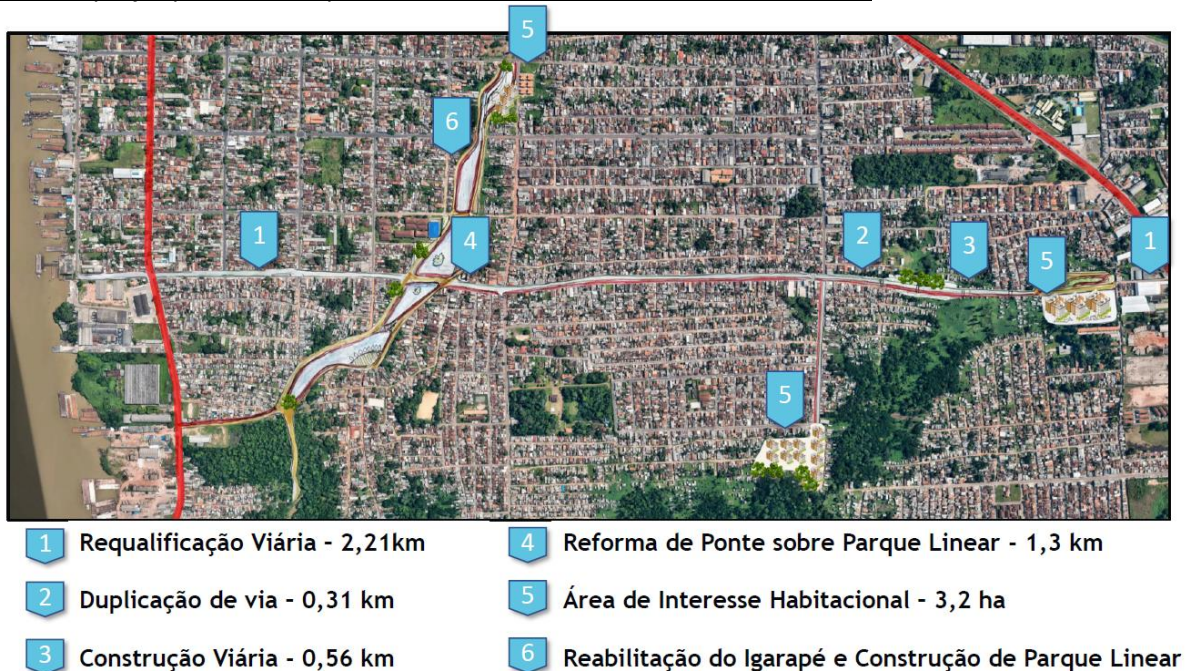
### *Composantes*

Le Programme est organisé à ce stade autour des 3 composantes suivantes présentées dans la *Carta Consulta* (voir images ci-après) :

- **Composante 1 (33,7 M€) : Protection, conservation et préservation des espaces verts et bleus.** Cette composante prévoit la **construction d'un parc linéaire et la renaturation d'un affluent de la rivière Paracuri**, afin de lutter contre l'envasement de la rivière et de promouvoir la protection de la biodiversité et de la végétation riveraine, et de permettre une urbanisation intégrée autour du rio Paracuri, en luttant contre les effets du changement climatique (îlots de chaleur, inondations) et en créant des espaces publics de loisirs et en promouvant la mobilité active.

- **Composante 2 (27,6 M€) : Revitalisation urbaine.** Cette composante concerne les travaux de voirie et les actions de logement et réinstallation associés. Elle concerne la requalification urbaine de la Travessa da Soledade. Les interventions de voirie prévoient la duplication et l'élargissement de voies, des interventions sur les trottoirs, pistes cyclables, passages piétons, et la construction d'une voie via l'extension du pavage sur un tronçon de la Travessa da Soledade (où se trouve actuellement un pont en bois et des maisons sur pilotis) permettant la connexion avec la Route Augusto Montenegro et l'intégration du réseau routier urbain. La composante prévoit aussi la construction de 500 logements (*unidades habitacionais*), conventionnels ou sur pilotis, et la réinstallation ou l'indemnisation (ou autres mesures compensatoires) des habitants actuellement installés irrégulièrement dans des zones à risque et dans des conditions précaires dans les zones d'intervention du projet (estimées à près de 1500 personnes).
- **Composante 3 : Etudes et gestion du Programme (5,6 M€),** y compris notamment les principales études techniques, l'élaboration d'un plan de réinstallation, la gestion et supervision technique et socio-environnementale et l'inclusion d'un volet genre dans le Programme. Cette composante comprend notamment un volet important visant la prise en compte du genre dans le design des infrastructures et la réalisation de formations professionnelles à destination des femmes.

Présentation du projet par la municipalité de Belém, annexée à la Carta Consulta :







Le plan de financement décomposé par composantes, sous-composantes et produits est présenté de façon synthétique dans la *Carta Consulta* et de façon plus détaillée en annexe de celle-ci :

Componentes	Valor(€)
C - 1. PROTEÇÃO, CONSERVAÇÃO E PRESERVAÇÃO DE ESPAÇOS VERDES E AZUIS	33.676.374,20
S - 1.1. PARQUE LINEAR	33.676.374,20
P - 1.1.1. Obras de construção de Parque Linear e renaturalização de afluente do rio Paracuri	33.676.374,20
C - 2. REVITALIZAÇÃO URBANA	27.626.654,29
S - 2.1. REQUALIFICAÇÃO VIÁRIA	833.800,32
P - 2.1.1. Obras de requalificação viária de trecho da Tv. da Soledade	833.800,32
S - 2.2. DUPLICAÇÃO VIÁRIA	308.542,66
P - 2.2.1. Obras de duplicação viária de trecho da Tv. da Soledade	308.542,66
S - 2.3. CONSTRUÇÃO VIÁRIA	4.166.605,44
P - 2.3.1. Obras de construção de trecho viário de interligação da Tv. da Soledade com a Rod. Augusto Montenegro	4.166.605,44
S - 2.4. UNIDADES HABITACIONAIS	17.888.249,63
P - 2.4.1. Obras de recuperação e construção de unidades habitacionais para reassentamento	17.888.249,63
S - 2.5. SOLUÇÕES DE REASSENTAMENTO	4.429.456,24
P - 2.5.1. Execução do Plano de Reassentamento	4.429.456,24
C - 3. ESTUDOS, PLANOS, PROJETOS E GESTÃO DO PROGRAMA	5.630.246,15
S - 3.1. REQUALIFICAÇÃO URBANA SUSTENTÁVEL	1.326.346,15
P - 3.1.1. Estudos, projetos básicos e executivos para obras viárias, de renaturalização do afluente do rio Paracuri, Parque Linear, drenagem pluvial sustentável e unidades habitacionais	1.065.789,90
P - 3.1.2. Elaboração de Plano Específico de Reassentamento	260.556,25
S - 3.2. INCLUSÃO DE GÊNERO	301.756,00
P - 3.2.1. Estudo sobre incorporação da lente de gênero em todas as etapas do Programa	166.756,00
P - 3.2.2. Formação profissional para mulheres e comunidades indígenas na Rota da Cerâmica	100.000,00
P - 3.2.3. Capacitação e sensibilização da equipe de projeto sobre inclusão da lente de gênero e inclusão social	35.000,00
S - 3.3. GESTÃO DO PROGRAMA	4.002.144,00
P - 3.3.1. Supervisão técnica, social e ambiental	2.194.892,50
P - 3.3.2. Gerenciamento técnico e socioambiental	1.500.804,00
P - 3.3.3. Auditoria externa	31.300,10
P - 3.3.4. Comissão de administração	275.147,40

Legenda: Componente (C), Subcomponente (S) e Produto(P).

## Organisation institutionnelle du Programme

La gestion de ce Programme multisectoriel implique différents services de la municipalité, au premier rang desquels le cabinet du maire (représentant de la maîtrise d'ouvrage) et le Secrétariat Municipal de la Coordination Générale, de la Planification et de la Gestion (SEGE - responsable de la coordination du programme). Différents autres Secrétariats municipaux sectoriels seront mobilisés, tels que le Secrétariat à l'Habitat (SEHAB), à l'Environnement (SEMMA), à la Mobilité Urbaine (SEMOB), à l'Assainissement (SESAN), à l'Urbanisme (SEURB) et au Tourisme (BELEMTUR) ; ainsi que la Société de développement et d'administration de la zone métropolitaine de Belém (CODEM) et la Fondation Papa João XXIII (FUNPAPA). La création d'une UGP sera également prévue par décret municipal.

Dans l'objectif d'intégrer une forte participation de la société civile et des citoyens plus largement, la coordination du Programme dans sa phase d'exécution intégrera également les instances de gestion communautaire du District d'Icoaraci, le Forum de participation municipale (« Tá Selado ! »), le Forum de Coordination des femmes (COMBEL), de lutte contre le racisme (COANT) et de diversité sexuelle (CDS).

## 2. Expérience de la municipalité de Belém avec d'autres bailleurs dans le secteur urbain

La municipalité de Belém bénéficie actuellement de plusieurs programmes dans le secteur urbain, financés par plusieurs bailleurs internationaux :

- **Le programme PROMMAF (FONPLATA)** : Ce programme prévoit une intervention dans la zone du **bassin hydrographique du Mata Fome**, au Nord de Bélem, répartie sur 4 quartiers et 75 ha. Il vise 145 000 personnes, dont 23 000 sont situées dans un secteur en zone de risque d'inondation. Il vise à répondre aux problématiques des quartiers concernés, de forte densité et avec la présence de maisons sur pilotis (*palafitos*) : absence de services essentiels tels que l'eau et l'assainissement, insuffisances de la voirie qui génère des difficultés en termes de micro-drainage, de mobilité et d'accessibilité, faible collecte de déchets, ilots de chaleur en lien avec la suppression de végétation en conséquence de l'occupation et la faible arborisation. L'accumulation progressive des sédiments a par ailleurs conduit à un engorgement des cours d'eau et à l'augmentation des zones inondables. Dans ce contexte, le programme vise l'urbanisation de ces quartiers, répartis en 5 zones. Des expropriations sont prévues, pour environ 900 immeubles et 1200 familles. Il y a également des enjeux de développement économique en lien avec les activités tournées vers le fleuve qui se situe à proximité des quartiers (açaí, pêche, etc.). Ce programme est financé par FONPLATA (60 MUSD) et la municipalité (15 MUSD). Un contrat a été signé en février 2024 pour la première phase, qui prévoit sur 4 ans la réalisation de travaux d'urbanisation et de logement puis de macro-drainage. Les marchés relatifs aux études et au contrat de *gerenciadora* sont en cours de passation. Le Ministère des villes est également impliqué dans le cadre du Programme « *Periferia Vivo* » (153 M R\$) ainsi que la municipalité (11 MR\$).
- **Le programme PROMABEM – Programa de Saneamento Ambiental da Bacia da Estrada Nova (BID)** : Il s'agit d'un programme de macro-drainage, à proximité du fleuve et avec des maisons sur pilotis (*palafitos*), portant aussi sur la régularisation foncière, l'amélioration des conditions de logement et l'assainissement. Des réinstallations sont prévues dans un *conjunto habitacional* ; les personnes déplacées reçoivent une aide en attendant leur réinstallation. Près de 450 immeubles et 1200 familles sont concernés. La BID finance aussi les compensations et indemnités aux populations ne pouvant être relogées. La première phase avait été signée dès 2006 mais a été à l'arrêt pendant 8 ans à la suite d'un changement d'équipe municipale. Le PROMABEM 1, d'un montant total de 173 M USD est financé par la BID à 50% et sa durée vient d'être étendue jusqu'à 2025. Un consortium de 3 entreprises brésiliennes intervient. Il concerne 73 immeubles déjà mis sous scellés, dont 58 ont déjà été démolis. Le PROMABEM 2 devrait être signé en 2025 et concerner 231 immeubles. Une 3<sup>e</sup> phase est prévue à partir de 2026. Les procédures de réinstallations et mesures de compensation sont prévues par la mairie (*subcoordenação social*).

### 3. Contexte d'intervention de l'Agence Française de Développement (AFD) au Brésil

#### **Le Groupe AFD**

Etablissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis quatre-vingt ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud. Acteur central de la politique de développement française et banque de développement publique et solidaire, l'Agence a pour mission d'accompagner les partenaires de la France sur la voie de ce monde en commun, en priorisant la lutte contre les changements climatiques et contre la pauvreté. Elle soutient les États, les entreprises publiques, les collectivités locales et les ONG et crée avec eux des synergies pour catalyser, fertiliser et diffuser des solutions innovantes au service des populations. Elle intervient dans de nombreux secteurs (énergie, santé, biodiversité, eau, urbanisme, formation) et propose une large palette de services financiers et non-financiers. Grâce à son réseau de chercheurs et d'experts, elle participe aussi au dialogue sur les politiques publiques, partage son savoir-faire et sensibilise aux enjeux du développement et de la solidarité internationale.

L'AFD relève de la loi bancaire en tant que société de financement. Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie, elle finance des projets, des programmes et des études qui soutiennent une croissance économique plus durable et partagée, améliorent les conditions de vie des plus pauvres, contribuent à la préservation de la planète et aident à stabiliser les pays fragiles ou en sortie de crise. Elle accompagne aussi ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Le groupe AFD réunit l'AFD, sa filiale Proparco dédiée au financement des acteurs du secteur privé, ainsi que l'agence interministérielle de coopération technique Expertise France.

#### **L'intervention du Groupe AFD au Brésil**

Active en Amérique latine depuis 2007, l'AFD agit au Brésil pour promouvoir un modèle de développement durable et solidaire, la préservation du climat et l'inclusion sociale étant des marqueurs structurants de son intervention dans la région. Au Brésil, elle agit pour améliorer la qualité de vie des populations et encourager le développement de villes durables, résilientes au changement climatique et solidaires. À partir de la Direction régionale Brésil-Cône sud basée à Brasilia, l'AFD privilégie une démarche partenariale qui réunit les acteurs brésiliens et français sur des sujets d'intérêt commun. Ses modes d'intervention sont multiples dans le cadre d'une approche Groupe aboutie : financement de projets auprès d'acteurs variés (Union, États fédérés, municipalités, institutions financières et entreprises publiques) en soutien aux politiques publiques (AFD) ; accompagnement au développement du secteur privé et des infrastructures (Proparco) et mobilisation d'expertise technique (Expertise France).

#### **Positionnement de l'AFD en Amazonie légale et dans l'Etat du Pará**

Depuis les années 2010, l'AFD a développé en Amazonie brésilienne un portefeuille d'opérations en intermédiation financière (Banco do Brasil) et en subvention à travers des projets régionaux (TerrAmaz, TerrIndigena 1 et 2) et des projets nationaux en faveur des communautés indigènes (Xingu dans le Mato Grosso, FISONG TI Brasil), de la sécurisation foncière et des filières de la bioéconomie (IPAM dans le Pará). Alors que la logique historique des premiers appuis visait davantage le financement de prestations d'assistance technique via des partenaires français (2009-2013), le portefeuille actuel accompagne davantage des approches de développement local respectueuses de l'environnement formulées par les partenaires locaux. L'AFD a notamment signé deux prêts auprès de banques de développement brésiliennes (BNDES et BASA) pour accompagner les infrastructures durables et la bioéconomie dans la région et prépare trois opérations auprès de collectivités locales.



De son côté, Expertise France intervient dans la région à travers deux programmes régionaux financés par l'UE (Euroclima+ et Amazonia+), sur des thématiques de préservation / gouvernance forestière et de promotion des droits des peuples autochtones.

## **II. Objectif général de la prestation**

L'objectif de la prestation est d'appuyer l'équipe-projet AFD et son partenaire, la municipalité de Belém, dans la préparation et la structuration du Programme en vue de l'approbation du financement de l'AFD par les instances de décision de l'AFD.

Il s'agira en particulier de réaliser les activités suivantes :

- Présentation détaillée du Programme (contexte, objectifs, prévision des investissements à financer en lien avec la stratégie de la ville et la stratégie de l'AFD, impacts, analyse des enjeux climat, biodiversité, genre, analyse institutionnelle et mode opératoire, définition d'un cadre logique) ;
- Elaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) ;
- Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallations Involontaires (CPR) ;
- Evaluation des procédures et capacités de la ville de Belém pour la passation des marchés ;
- Elaboration du Plan d'Action Genre ;
- Approfondissement et préparation de l'opérationnalisation du Programme.

## **III. Description détaillée des activités de la prestation et des livrables attendus**

### **1. Activité 1 : Présentation détaillée du Programme (contexte, objectifs, définition des investissements, analyse des enjeux climat, biodiversité, genre, et définition d'un cadre logique)**

Cette activité est constituée des éléments d'analyse suivants :

#### **1.1. Evaluation de enjeux et de la pertinence des investissements proposés dans le cadre du Programme et proposition d'un plan de financement et calendrier d'exécution détaillé**

- Identifier, collecter et lister la documentation disponible et pertinente pour l'analyse, à savoir en particulier :
  - (i) les études techniques sur le projet (avant-projet, diagnostic biodiversité, analyse des aléas climatiques, études environnementales et sociales, données relatives aux déplacements involontaires de population, etc.) ;
  - (ii) les principaux documents stratégiques et politiques sectorielles de la ville de Belém en matière de développement urbain, climat, biodiversité, genre (Plan Directeur municipal en cours de finalisation, Plan d'Action Climat et autres documents liés à la réponse aux risques climatiques, documents stratégiques municipaux en termes de drainage, mobilité, genre, etc.) ;

- (iii) les autres sources de données disponibles et les éventuelles lacunes dans les données disponibles devant conduire à la collecte de données primaires au cours de la mission ;
- Réaliser une analyse critique synthétique des documents stratégiques de la ville de Belém, en particulier le Plan Directeur en cours de révision, en identifiant en particulier la prise en compte dans ceux-ci des enjeux climatiques, environnementaux et sociaux, de biodiversité, et de genre ;
  - Détailler les enjeux et objectifs du Programme financé : une analyse complète de la situation actuelle du développement urbain dans la zone du Programme sera réalisée, identifiant les principaux problèmes, défis et opportunités d'investissement pour le développement durable, en prenant en compte les caractéristiques sociales, économiques et environnementales disponibles, ainsi que l'articulation avec de potentiels autres projets dans la zone (ex : projet « *Belém das Aguas* » mentionné dans la *Carta Consulta*) ;
  - Sur la base des études disponibles concernant les investissements à réaliser, donner un avis technique sur la faisabilité et la cohérence technique des investissements compris dans les Composantes 1 et 2 du Programme, préciser les choix d'aménagement envisagés ou à envisager par la municipalité, et faire des recommandations sur ces éléments en fournissant des premiers éléments de cadrage technique (dimensionnement, solutions, avec une attention particulière à la prise en compte de Solutions Fondées sur la Nature), y compris en fournissant une analyse du rapport coût/atteinte des objectifs ;
  - Confirmer l'éligibilité des investissements au regard de la liste d'exclusion du Groupe AFD<sup>4</sup>, en particulier l'alignement avec les articles 17 portant sur la biodiversité et 19 portant sur les expulsions forcées (en lien avec l'activité 4) ;
  - Détailler le plan de financement du Programme en confirmant ou en adaptant les estimations actuelles des montants et coûts des composantes, sous-composantes et produits tels que présentés dans la *Carta Consulta* ; identifier pour chaque activité les interlocuteurs concernés pour la mise en œuvre ;
  - Fournir une analyse des risques potentiels et des défis qui pourraient avoir un impact sur le succès du programme, notamment les risques liés aux facteurs techniques, institutionnels, environnementaux et sociaux (en lien avec l'activité 4), et proposer des mesures d'atténuation pour faire face à ces risques en lien avec la Municipalité ;
  - Proposer si nécessaire des alternatives et variantes au Programme, techniquement faisables, permettant d'éviter ou de réduire les impacts environnementaux et sociaux notamment en termes de déplacements physiques et/ou économiques (en lien avec l'activité 4) et de réduction des inégalités basées sur le genre ;
  - Identifier et prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et ceux des personnes dépendantes à leur charge (enfants, personnes âgées, personnes en situation de handicap) afin que la conceptualisation des investissements des composantes 1 et 2 réponde à ces besoins (espaces publics de loisirs, mobilité, revitalisation urbaine) : utilisation, appropriation, accès, sécurité (signalétique, éclairage, visibilité, fréquentation, itinéraires, déplacements, entretien). Prévoir une contribution des femmes à la conceptualisation de ces investissements.
  - Proposer le cas échéant des alternatives et variantes au Programme, techniquement faisables, favorisant la lutte contre le changement climatique et les mesures d'adaptation (en lien avec l'activité 1.3) ; Appuyer la mairie dans l'identification des études complémentaires nécessaires avant la mise en œuvre des travaux (études E&S telles que Etudes d'Impact Environnementales et Sociales (EIES), Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES),

---

<sup>4</sup> <https://www.afd.fr/fr/ressources/liste-dexclusion-du-groupe-afd>

Plans d'Action de Réinstallation (PAR), Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PMPP) (en lien avec l'activité 4), études relatives à la mobilité, diagnostic foncier, diagnostic socio-économique, étude sur la qualité de l'eau, inventaire biodiversité, diagnostic et plan d'action genre, etc.) et mettre à jour et détailler la sous-composante 3.1.1<sup>5</sup> de la *Carta Consulta* en conséquence ;

- Proposer un calendrier d'exécution des études et travaux et détailler les principaux marchés associés dans un Plan de Passation des Marchés (l'AFD fournira un modèle de Plan de Passation des Marchés type) ainsi qu'un calendrier d'exécution des travaux et un plan de décaissement effectif du prêt de l'AFD en fonction des dépenses prévues ;

## 1.2. Analyser les enjeux du Programme relatifs à la biodiversité

Cette sous activité, qui doit être produite en articulation avec l'activité 4 (CGES), vise à

- Préciser le diagnostic de l'état de la biodiversité dans la zone d'influence du projet : description et cartographie des habitats naturels ou modifiés (protégés, sensibles, menacés et/ou fragmentés) et de leurs liens fonctionnels (corridors écologiques) ; identification des principales espèces animales et végétales présentes sur le site et de leur répartition géographique ;
- Identifier les menaces et les facteurs de perturbation possibles pour la flore et la faune : analyse approfondie de la vulnérabilité des milieux, des facteurs de pression (biotiques ou abiotiques) sur la biodiversité et des leviers possibles de réduction de ces pressions dans le cadre du projet envisagé ;
- Identifier et évaluer les enjeux liés aux interventions du projet, notamment celles relatives à l'aménagement du parc linéaire au niveau du braço do rio Paracuri ainsi qu'au niveau des zones identifiées pour la construction des unités de logements (*areas de interesse habitacional*) caractérisées par des surfaces boisées, et les risques et opportunités du projet en la matière, en précisant l'état initial des écosystèmes concernés et des menaces rencontrées.

Sur la base d'une revue préliminaire au regard de la norme de performance 6 de la Société Financière Internationale extraite de l'outil I-bat, sont portées à la connaissance du consultant les informations suivantes qui devront faire l'objet d'une vérification et le cas échéant d'un approfondissement lors de la réalisation de cette activité :

- Dans un rayon de 50km, recoupement de la zone du projet avec :

---

<sup>5</sup> P3.1.1. "Estudos, projetos básicos e executivos para obras viárias, de renaturalização do afluente do rio Paracuri, Parque Linear, drenagem pluvial sustentável e unidades habitacionais".

<b>Protected Areas</b>	1 km: 0	10 km: 4	50 km: 6	10
World Heritage (WH)	1 km: 0	10 km: 0	50 km: 0	0
<b>Key Biodiversity Areas</b>	1 km: 0	10 km: 0	50 km: 1	1
Alliance for Zero Extinction (AZE)	1 km: 0	10 km: 0	50 km: 0	0
<b>IUCN Red List</b>	20			
<b>Critical Habitat</b>	Likely			

- Présence potentielle des espèces suivantes relevant de la catégorisation Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) :

	Espèces	Catégories IUCN	Biomes
<b>Oiseaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Laterallus jamaicensis / Black rail</li> <li>Crax pinima / Belem Curassow</li> <li>Psophia obscura / Black-winged Trumpeter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>EN</li> <li>CR</li> <li>CR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Eau douce</li> <li>Terrestre</li> <li>Terrestre</li> </ul>
<b>Amphibiens</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chiasmocleis papachibe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>EN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Terrestre et eau douce</li> </ul>
<b>Mammifères</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cebus kaapori / Ka'apor Capuchin</li> <li>Chiropotes satanas / Black Bearded Saki</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>CR</li> <li>EN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Terrestre</li> <li>Terrestre</li> </ul>
<b>Végétaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Swietenia macrophylla / Big Leaf Mahogany</li> <li>Aiouea impressa</li> <li>Euxylophora paraensis / Pau-amarelo</li> <li>Handroanthus serratifolius / Ipê Amarelo</li> <li>Pilocarpus carajaensis</li> <li>Garcinia albuquerquei</li> <li>Hevea camargoana / Seringa-doigapó</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>EN</li> <li>EN</li> <li>EN</li> <li>EN</li> <li>EN</li> <li>EN</li> <li>EN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Terrestre</li> <li>Terrestre</li> <li>Terrestre</li> <li>Terrestre</li> <li>Terrestre</li> <li>Terrestre</li> <li>Terrestre</li> </ul>

- Dans le cadre logique du Programme (cf. ci-après), proposer un ensemble d'indicateurs pertinents pour mesurer l'état initial de la biodiversité, les résultats attendus et les impacts du projet en termes de préservation/restauration de la biodiversité et de services écosystémiques, ainsi que les systèmes et méthodes de mesure (système de suivi et d'évaluation).
- Les consultants analyseront la contribution des activités prévues du projet aux services écosystémiques et incluront dans leurs propositions des activités spécifiques visant à réduire les menaces pesant sur la biodiversité et à maximiser les services écosystémiques. Ils proposeront pour les investissements du projet des choix d'intervention privilégiant les solutions fondées sur la nature et, le cas échéant, le recours aux infrastructures légères et perméables, en s'appuyant notamment sur le guide « Biodiversité en Ville » de l'AFD ;
- Proposer une évaluation des co-bénéfices « biodiversité » selon la méthodologie de comptabilisation biodiversité de l'AFD (cf. document Finance Nature+ en annexe) ;

- Préciser l'organisation et les ambitions de la municipalité en matière de protection de la biodiversité ; formuler le cas échéant des recommandations pour un programme de coopération technique qui pourrait être financé ultérieurement par l'AFD et qui viserait à appuyer et promouvoir l'intégration de la biodiversité dans la stratégie urbaine de la municipalité (formation de la municipalité sur la thématique, contenu et principaux axes, exemple d'activités, intervenants et bénéficiaires au sein de la municipalité mode de fonctionnement du programme, dimensionnement/montant du programme, etc.)

Conformément à la politique de partage des données du Groupe AFD, les Consultants seront tenus de déposer sur la plateforme GBIF les données d'inventaire faune/flore collectées dans le cadre de cette prestation (voir procédure DATA4NATURE en annexe).

### 1.3. Analyser les enjeux du Programme relatifs au changement climatique

- Estimer les émissions de gaz à effet serre produites par le Programme (émissions absolues), ainsi que les effets du Programme sur les émissions de gaz à effet de serre, par rapport à une situation de référence (émissions relatives). Ceci doit permettre d'identifier des mesures permettant de réduire les émissions (par exemple, construction bioclimatique de logements, report modal du trafic, ou boisement de certaines zones) et de quantifier les éventuels co-bénéfices climat atténuation attendus du Programme.<sup>6</sup> Il s'intéressera notamment aux investissements des composantes 1 et 2, en phase de construction et de maintenance, et valorisera les émissions évitées grâce à la mobilité douce, à la végétalisation et à la restauration et protection des milieux naturels. L'outil Bilan Carbone de l'AFD sera mis à disposition du consultant qui pourra s'en servir s'il le souhaite (d'autres outils peuvent être utilisés à la discrétion du consultant).
- Fournir une analyse des risques et vulnérabilités aux aléas climatiques et proposer des mesures d'adaptation pour le Programme. Cette action vise à :
  - (i) décrire de façon détaillée l'état initial de la zone concernée par le Projet, de son évolution climatique et des risques, impacts et vulnérabilités climatiques actuels et futurs auxquels elle est confrontée, en précisant notamment le risque d'inondation, le risque de vagues de chaleur et de modification du régime des pluies, les potentiels services écosystémiques d'adaptation rendus par les écosystèmes ;
  - (ii) tenir compte de la diversité des groupes de population et des disparités basées sur le genre afin d'identifier les facteurs de vulnérabilité propres à chacun dans une approche intersectionnelle ;
  - (iii) préciser en quoi les activités du Programme sont résilientes face aux risques identifiées et/ou permettent de contribuer à la réduction de ces risques ;
  - (iv) proposer des mesures d'adaptation le cas échéant (en lien avec l'activité 1.1).

Le consultant pourra utiliser le résultat du risk screening de l'AFD, qui lui sera fourni, comme point de départ.

### 1.4. Réaliser un diagnostic sur les enjeux de genre et d'égalité femmes-hommes

Cette activité visera la réalisation d'un diagnostic portant sur les enjeux de genre, d'égalité femmes-hommes y compris sur les communautés traditionnelles de la région (notamment les autochtones) La

---

<sup>6</sup> Le consultant pourra consulter les [common principles for climate mitigation finance tracking](#) et les [directives de l'AFD](#) sur le choix de situation de référence lors du calcul des émissions de gaz à effet de serre

région est marquée par une grande influence sociale et culturelle des communautés traditionnelles et autochtones d'Amazonie, aspect qui devra obligatoirement être pris en compte pour l'analyse du diagnostic et pour toutes les étapes du projet.

- Analyse des capacités de la maîtrise d'ouvrage et des partenaires du Programme : le Prestataire étudiera les capacités de la maîtrise d'ouvrage et des partenaires du Programme tant dans leur intégration du genre et de l'égalité femmes-hommes en interne, que dans leur capacité à intégrer le genre et l'égalité femmes-hommes dans leurs activités, en lien avec le secteur et les objectifs du Programme. A cette fin, les éléments suivants seront analysés :
  - Engagements internes en faveur de l'égalité femmes-hommes : documents de politique ou de stratégie sur le genre de la mairie de Belém (égalité professionnelle, évolution de carrière, participation des femmes dans les espaces de décision, conditions de travail - horaires adaptés et autres mesures permettant de concilier vie professionnelle et vie privée et la coresponsabilité des tâches de soins, équipements adaptés aussi bien à la morphologie des femmes que des hommes - mesures de prévention, dénonciation et sanction des violences basées sur le genre et du harcèlement);
  - Expertises présentes et mobilisables en interne sur le genre et l'égalité femmes-hommes : personnel dédié le cas échéant, formations déjà reçues sur le sujet ;
  - Autres projets et partenariats portant sur les enjeux de genre et d'égalité femmes-hommes, en cours ou passés.
- Sur cette base, les besoins en formation, renforcement de capacités et accompagnement de la maîtrise d'ouvrage et des partenaires seront identifiés pour la structuration d'un programme de formation et de sensibilisation sur l'inclusion de genre et sociale au projet. L'appétence et l'intérêt de la maîtrise d'ouvrage quant à l'ambition genre du Programme devront également être mis en évidence.
- Etude socio-économique de la zone ciblée par le Programme : sur la base d'une analyse documentaire, complétée par des enquêtes de terrain en tant que de besoin, le Consultant réalisera (ou complètera) une étude socio-économique, désagrégée par sexe, de la zone ciblée par le projet, afin de documenter les éléments suivants :
  - Profil des ménages : composition, données et caractéristiques sociodémographiques en effectuant si possible/nécessaire une typologie des ménages ;
  - Utilisation du temps : temps de travail rémunéré, temps consacré au travail non rémunéré, notamment les tâches domestiques (y compris en lien avec la gestion de l'eau et des déchets), et les tâches en lien avec les soins apportés aux personnes dépendantes/care (enfants, personnes âgées, personnes en situation de handicap) ;
  - Description des activités économiques présentes sur la zone ;
  - Identification et description des activités informelles ;
  - Évaluation des dynamiques sociales sur la zone : jeunesse, migrations, communautés traditionnelles, etc.
- Analyse des enjeux de genre en lien avec le secteur du projet : en articulant apports théoriques et enquête de terrain avec la participation active de la population de la zone ciblée (via par exemple consultation citoyenne, cartographie sociale genre, marche exploratoire), le Consultant mettra en évidence les enjeux de genre et intersectionnalité pertinents dans le cadre du Programme et du secteur dans lequel celui-ci s'inscrit. Les enjeux listés ci-après devront être analysés et restitués, éventuellement complétés par d'autres enjeux pertinents au regard du Programme et de ses objectifs qui pourraient apparaître au cours de la prestation :



- Participation des femmes au commerce touristique du district de Icoaraci et de la Rota da Cerâmica (dans tout le cycle de production et de commercialisation ; évaluation du degré d'autonomie économique en lien avec ces activités (plus ou moins forte valeur ajoutée/économie de subsistance ou non etc.)) et identification de leurs besoins, notamment de formation ;
  - Accès aux ressources économiques (emploi, services financiers, propriété, héritage, etc.) et identification de besoins en terme d'insertion professionnelle et d'inclusion financière (garanties etc.) ;
  - Accès différenciés ou non selon le genre aux services et infrastructures de base et notamment à l'assainissement, la mobilité et les services d'urbanisation (avec la prise en considération des problématiques de sécurité) ;
  - Place des femmes dans la gouvernance locale (représentativité des femmes dans les organes de gestion du territoire) notamment sur les questions d'adaptation au changement climatique ;
  - Facteurs de vulnérabilité différenciée selon le genre aux effets du changement climatique.
- Sur cette base, les besoins en formation, renforcement de capacités et accompagnement de la maîtrise d'ouvrage et des partenaires seront identifiés pour la structuration d'un programme de formation et de sensibilisation sur l'intégration des enjeux de genre et l'inclusion sociale dans le projet. L'appétence et l'intérêt de la maîtrise d'ouvrage quant à l'ambition genre du Programme devront également être mis en évidence.
  - Des critères prioritaires dans l'attribution des logements et de réinstallations (Composante 2), prenant en compte la situation des femmes chargées de famille ou de personnes dépendantes, les femmes victimes de violence, seront notamment définis.
  - Recensement des besoins en formation professionnelles des femmes de la zone ciblée, en tenant compte de leur appartenance culturelle, sur la base de l'étude socio-économique et de l'analyse des enjeux de genre dans les secteurs du projet.

### **1.5. Proposer un mode opératoire du Programme se basant sur un diagnostic institutionnel et une évaluation des capacités de la municipalité**

Cette partie, qui s'appuiera notamment sur des échanges avec les équipes municipales en charge de la mise en œuvre du Programme ou de précédents programmes similaires avec les bailleurs de fonds, ainsi que sur la connaissance par le consultant des procédures relatives aux bailleurs internationaux comme l'AFD, la Banque mondiale ou la BID, visera :

- **L'analyse critique de l'organisation actuelle de la municipalité pour la mise en œuvre de projets urbains et/ou de projets financés par des bailleurs internationaux** (organigramme, gouvernance, pilotage et planification, mise en place d'Unités de gestion de programme et leur mode de fonctionnement et de financement, schéma fiduciaire/circuit financier, contrôle et audit, etc.) et l'identification de difficultés éventuelles et recommandations associées pour le futur Programme ; L'analyse du rôle des deux instances de participation citoyenne - Forum municipal sur le changement climatique et le Forum de participation municipale « Tá Selado ! » - dans la planification et le pilotage (leur structuration, activités et contribution dans la révision du plan directeur et dans l'exécution du programme ;
- **La proposition d'un schéma institutionnel et mode opératoire pour le Programme :** confirmation de la ou des maîtrises d'ouvrage et du schéma institutionnel associé, identification de leurs responsabilités respectives, identification des autres parties prenantes

du projet, proposition d'une comitologie pertinente pour la durée de l'instruction et de l'exécution du Projet ; les propositions prendront en compte les modalités d'inclusion de la communauté du district d'Icoaraci, des ONG et autres acteurs et instances pertinents, notamment les instances de participation citoyenne (y compris les organisations de femmes ou représentant les intérêts stratégiques des femmes ou ceux des différentes identités de genre), dans l'élaboration et l'exécution du Programme ;

- **Des propositions relatives à la gestion du programme, via la création d'une Unité de Gestion de Programme**, dont le consultant détaillera les responsabilités, le fonctionnement, l'organigramme et la composition (en détaillant les profils et CV recherchés et en veillant à une représentation significative de femmes et d'expertise genre), le mode de sélection/recrutement et les coûts associés, en se basant sur les expériences précédentes de la municipalité avec d'autres bailleurs, ainsi que sur des échanges avec les équipes municipales et l'AFD ;
- Des propositions relatives **au schéma fiduciaire** du Programme : gestion des décaissements et des flux financiers, paiements, traçabilité des dépenses, etc.
- **L'évaluation des capacités opérationnelles, techniques, institutionnelles et financières de la mairie**, en particulier des Secrétariat municipaux et équipes concernées, à piloter et mettre en œuvre le Programme ;
- **Une analyse et des propositions relatives aux éléments figurant dans la Composante 3.3 de Gestion du Programme (4 M€ selon la Carta Consulta), y compris les coûts associés à chaque activité et l'identification des entités responsables de leur mise en œuvre, ainsi qu'un calendrier estimatif de préparation et d'exécution et des recommandations relatives à des activités de formation, renforcement de capacités et coopération technique** à destination de la maîtrise d'ouvrage, qui pourraient être financées dans le cadre de cette Composante 3.3 du Programme ou éventuellement par un financement ultérieur de l'AFD en phase d'exécution.

#### **1.6. Proposer un cadre logique du Programme avec des indicateurs de suivi**

Le consultant devra proposer un cadre logique du Programme avec des indicateurs de suivi et de résultats du Programme permettant de mesurer les progrès et d'évaluer l'impact du Programme. Le cadre logique précisera les valeurs de référence, les cibles et la périodicité des mesures de chaque indicateur. Il abordera spécifiquement les résultats attendus du projet en matière (i) d'égalité de genre, (ii) de biodiversité, (iii) d'adaptation au changement climatique, en lien avec les risques physiques identifiés (crues, inondations, feux de forêts et vagues de chaleur), (iv) d'atténuation du changement climatique (v) d'un ciblage des bénéficiaires du Programme vers les populations défavorisées ou vulnérables. L'intégration d'indicateurs de suivi liés aux opérations de réinstallation devra également être considérée, afin d'évaluer notamment la restauration des conditions de vie et la restauration des moyens de subsistance.

#### **Méthodologie de l'Activité 1 :**

Cette activité s'appuiera notamment sur :

- la revue des investissements prévus dans la *Carta Consulta* et la revue des études techniques afférentes disponibles, le cas échéant ;
- un diagnostic de terrain (une ou deux missions sur place) ;
- des échanges avec les équipes municipales techniques et autres acteurs publics impliqués par le projet ainsi que toutes les parties prenantes ;

- l'analyse des documents stratégiques de la municipalité de Belém (Plan directeur, Plan Climat, Plan de Contingence des risques climatiques, Schéma d'assainissement, Schéma drainage, stratégie mobilité, etc.).

Une bonne articulation sera recherchée entre les différentes activités pour éviter au maximum les doublons entre les livrables et s'assurer de la cohérence des éléments entre eux.

### **Livable attendu pour l'Activité 1 :**

Le **LIVRABLE n°1** prendra la forme d'un rapport complet présentant les résultats de l'ensemble des activités 1.1 à 1.6.

Le rapport comportera un résumé exécutif de 5 à 10 pages maximum, ainsi que les cartes et éléments techniques pertinents.

Le rapport comportera par ailleurs a minima les annexes suivantes :

- Un tableau Excel récapitulant les principales données s'agissant du plan de financement détaillé (précisant chaque intervention prévue par composante, avec un budget associé et l'identification des entités responsables de leur mise en œuvre, ainsi qu'un calendrier estimatif pour l'élaboration des études et l'exécution des travaux).
- Un Plan de passation des marchés sous format Excel selon le modèle fourni par l'AFD.

## **2. Activité 2 : Elaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)**

### **Identification préliminaire des risques et impacts E&S**

Au stade de l'identification du Programme par l'AFD, celui-ci a été classé A correspondant à un niveau de risques E&S élevés. Les enjeux E&S significatifs identifiés de façon préliminaire sont liés au processus de réinstallation physique et économique d'environ 1500 familles (composantes 1 et 2 du Programme), à la présence de communautés traditionnelles (habitants des *casas de palafitas*) voire autochtones, un indice élevé d'insécurité au niveau de la zone d'intervention du Programme, ainsi la préservation de la biodiversité au regard des investissements concernant la création du parc linéaire (composante 1) et au niveau des terrains identifiés pour la construction des logements de remplacement situés dans des zones boisées (composante 2).

Cette classification implique, conformément à la politique de maîtrise des risques E&S de l'AFD<sup>7</sup>, que l'évaluation et la gestion des risques et impacts E&S devront être alignées avec les réglementations nationales et internationales applicables dans le pays concerné (incluant les conventions de l'OIT) ainsi qu'avec les meilleures pratiques E&S internationales, en particulier avec les Normes Environnementales et Sociales (NES)<sup>8</sup> de la Banque Mondiale et les Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires Générales de la Société Financière Internationale (SFI).

Tel que précisé au niveau de l'activité 1 de la prestation, la conformité des investissements du Programme avec la liste d'exclusion du groupe AFD devra être analysée. En particulier en ce qui concerne :

<sup>7</sup> [Politique de maîtrise des risques environnementaux et sociaux liés aux opérations financées par l'AFD | AFD - Agence Française de Développement](#)

<sup>8</sup> <https://projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/environmental-and-social-framework/brief/environmental-and-social-standards>

- L'article 17 (biodiversité) afin de vérifier la compatibilité des activités du Programme avec le cadre de régulation pour la gestion des aires protégées concernées et la protection des habitat critiques ; et l'identification des études complémentaires si besoin.
- L'article 19 (réinstallation forcée) afin de vérifier qu'aucune expulsion forcée au sens des Nations unies ne s'est déroulée sur le site d'impact du projet envisagé, pour laquelle un lien de causalité peut être établi avec l'objet de ce projet et pour laquelle on constate une impossibilité matérielle d'apporter une compensation.

### Objectifs et portée du CGES

L'élaboration d'un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est nécessaire dans le cadre de ce Programme car les informations disponibles à ce stade de l'instruction sur les caractéristiques des investissements ne sont pas encore suffisamment précises pour pouvoir mener les études environnementales et sociales requises : Étude d'Impact Environnement et Social (EIES) et Plan de Gestion Environnement et Social (PGES). Ce CGES est adopté dans le cadre des projets présentant un niveau de risques E&S importants et élevés.

La préparation du CGES fait partie de l'instruction du Programme afin de :

- concevoir un projet respectueux de l'environnement et des populations locales, en définissant toutes les activités et mesures à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale du programme ;
- se conformer aux exigences de la réglementation environnementale et sociale (E&S) nationale, en particulier les exigences des autorités environnementales ;
- informer le processus décisionnel de l'AFD en vérifiant la viabilité sociale et environnementale des investissements proposés, afin de limiter les risques juridiques, financiers et de réputation ; et satisfaire aux exigences de l'AFD.

La finalité du CGES est de disposer d'une évaluation E&S préliminaire du Programme, détaillant toutes les parties qui peuvent être développées à partir des informations disponibles et « cadrant » les parties qui restent à développer (en précisant les actions restant à réaliser notamment en terme d'études E&S, les outils et la méthodologie qui seront mis en œuvre pour cela, etc.). Le CGES permet également de définir la gestion E&S du programme en définissant les ressources et moyens humains et financiers associés.

Sur la base de la documentation existante, de visites de terrain et de rencontres des principaux interlocuteurs concernés par le Programme, le CGES devra permettre de :

- Présenter la réglementation E&S locale applicable au Programme et identifier les standards E&S internationaux applicables au Programme. Si la présence des peuples autochtones est confirmée le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones sera nécessaire (NES 7) et devra être documenté dans un Plan d'Engagement des Parties Prenantes ;
- Disposer d'une analyse des conformités et lacunes entre la réglementation E&S locale et les standards E&S internationaux, ainsi que le cas échéant des mesures opérationnelles pour combler les écarts constatés, afin de définir le cadre d'évaluation et de gestion E&S applicable au Programme ;
- Conformément à la réglementation E&S locale, identifier pour chacune des composantes/sous-composantes les autorisations environnementales, sociales, patrimoniales et diligences E&S et plans d'actions associés à produire ainsi que les délais et couts associés ;

- Disposer d'une évaluation des principaux risques et impacts E&S du Programme (composantes/sous-composantes et infrastructures associées<sup>9</sup>) ainsi que des mesures de mitigation correspondantes suivant la séquence : « Eviter, Réduire, Compenser » des impacts E&S ;
- Proposer des alternatives et variantes au Programme, techniquement faisables, qui permettront d'éviter ou de réduire les impacts E&S ;
- Proposer un outil de screening des impacts E&S permettant d'une part, de déterminer le niveau de risques E&S de chacune des composantes/sous composantes (selon la classification retenue par l'AFD à savoir : A, B+, B ou C) ; et d'autre part, de définir les diligences E&S requises, le cadre réglementaire applicable (réglementation nationale pour les projets B et C ; ou réglementation nationale et standards E&S internationaux pour les projets A et B+) ainsi que le calendrier et coûts estimés associés ;
- Proposer un premier classement pour chacune des sous-composantes du Programme et le justifier ;
- Evaluer la capacité et les compétences de la maîtrise d'ouvrage à assurer la gestion E&S du Programme, y compris son Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) ou les mesures de gestion E&S mises en œuvre dans le cadre des sous composantes en phase d'exploitation, selon la méthodologie d'évaluation proposée par la Société financière internationale (SFI)<sup>10</sup> couvrant les neuf domaines suivants : i. ensemble de politiques et procédures, ii. identification des risques et impacts, iii. programmes de gestion, iv. Capacités et compétences organisationnelles, v. préparation et réponse aux situations d'urgence, vi. engagement des parties prenantes, vii. communication externe et mécanisme de gestion des réclamations, viii. divulgation continue de l'information aux communautés affectées, ix. suivi et évaluation.
- Identifier les besoins en renforcement de capacité le cas échéant et estimer les coûts et sources de financement associés ; et proposer les arrangements organisationnels nécessaires à la mise en œuvre de la gestion E&S du Programme ;
- Produire des termes de référence (TDR) répondant aux exigences des autorités locales concernées et aux meilleures pratiques E&S internationales applicables, qui seront utilisés pour les composantes/sous composantes classées A et B+;
- Élaborer une stratégie de participation des parties prenantes et de diffusion de l'information, en particulier auprès des communautés touchées ;
- Définir le programme de suivi & évaluation E&S du Programme ainsi que les moyens associés ;
- Estimer le budget associé à la gestion des risques et impacts E&S et proposer un calendrier de mise en œuvre.

### **Livrable attendu pour l'Activité 2, contenu du CGES**

Le **LIVRABLE n°2** prendra la forme d'un CGES établi selon les exigences et les bonnes pratiques des bailleurs internationaux (AFD, Banque Mondiale, BID etc.), décrivant le processus d'évaluation et de mitigation des risques environnementaux et sociaux du Programme et de ses investissements. Ce CGES inclut une stratégie de consultation et un Plan d'engagement des parties prenante.

Des articulations sont attendues lors de la production de ce livrable avec les autres livrables en particulier ceux des activités 1 et 2.

---

<sup>9</sup> Par «infrastructures associées», on entend les installations ou activités qui ne sont pas financées dans le cadre du projet mais qui : a) sont directement et étroitement liées au projet; b) sont réalisées ou doivent être réalisées en même temps que le projet; et c) nécessaires à la viabilité du projet et n'auraient pas été construites, agrandies ou réalisées si le projet n'avait pas existé. Pour être considérées comme des infrastructures associées, les installations ou activités en question doivent satisfaire aux trois critères.

<sup>10</sup> <https://www.ifc.org/en/insights-reports/2015/publications-handbook-esms-general>

Le livrable sera présenté en format Word et en mode suivi des modifications pour les versions intermédiaires.

Le Consultant organisera avec les acteurs concernés par la mise en œuvre du CGES, des réunions de restitution des versions intermédiaire et finale du CGES afin de faciliter la validation du livrable.

### **3. Activité 3 : Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallations Involontaires (CPR)**

#### **Objectifs et portée du CPR**

Un Cadre de Politique de Réinstallations Involontaires (CPR), conforme aux meilleures pratiques internationales et en particulier à la Norme Environnementale et Sociale n°5 « Acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation forcée » de la Banque Mondiale, est nécessaire dans le cadre de ce Programme car les informations disponibles à ce stade de l'instruction sur les caractéristiques des investissements ne sont pas encore suffisamment précises pour pouvoir préparer un plan d'action complet de réinstallation involontaire (PAR).

Sur la base de la documentation et des données existantes et facilement accessibles, des visites de sites et des réunions avec les parties prenantes et les personnes affectées par le Programme, le CPR devra permettre de :

- Présenter le cadre juridique applicable (i) explicitant le contenu des lois et réglementations nationales applicables, y compris le processus d'expropriation pour des projets d'utilité publique, et leurs conséquences sur le déroulement des déplacements, (ii) analysant les écarts entre les lois nationales et leurs applications concrètes (iii) analysant les écarts entre les lois et réglementations nationales et les exigences du Groupe AFD à savoir celles de la NES 5 de la Banque Mondiale et (iv) proposant les mesures appropriées pour réduire voire supprimer ces différents niveaux d'écarts ;
- Disposer d'une première appréciation des risques liés à la réinstallation involontaire, de déplacements physiques et économiques, et des principales mesures à mettre en œuvre et des procédures à suivre pour mener à bien les diligences futures en matière de réinstallation involontaire ou d'autres déplacements s'ils ont identifiés pour la réalisation future des plans d'action de réinstallation (PAR) ;
- Identifier les composantes/sous composantes du Programme susceptibles de générer des déplacements physiques et/ou économiques, estimer la nature et l'ampleur des déplacements et proposer des alternatives et variantes aux composantes/sous composantes concernées, techniquement faisables, permettant d'éviter ou de réduire les réinstallations ;
- Présenter les types de tenures foncières identifiées et / ou une typologie des statuts fonciers : i. des populations à déplacer (formel, informel, légal, illégal) ; ii. des sites de réinstallations identifiés. Pour ces derniers, identifier et estimer financièrement les aménagements nécessaires à la viabilisation et à l'aménagement des terrains afin d'offrir aux populations déplacées des conditions de vie au moins équivalentes à celles dont elles jouissaient auparavant ;
- Identifier des catégories auxquelles les personnes à déplacer sont susceptibles d'appartenir et des critères d'appartenance à ces catégories ;
- Présenter les procédures organisationnelles envisagées pour l'attribution des droits, assistances et aides (matrice d'éligibilité) ;
- Présenter les mesures envisagées pour aider les populations affectées dans leur effort de restauration voire d'amélioration de leurs moyens d'existence. Le CPR s'attache à décrire les méthodes et procédures par lesquelles les communautés affectées identifient et choisissent les différentes mesures de compensation possibles, ainsi que les méthodes et procédures par



lesquelles les membres eux-mêmes des communautés affectées pourront exercer un choix parmi les différentes options possibles ;

- Présenter les mécanismes de recours, de règlement des plaintes et de réparation des préjudices;
- Présenter la méthodologie et les procédures de : i. consultation et de participation des populations déplacées et des communautés hôtes, lors de la planification, de la préparation, de l'exécution et du suivi du CPR puis du ou des PAR, ii. production des études socio-économiques, iii. recensements, iv. évaluation des biens et actifs affectés et v. gestion des réclamations/plaintes applicables au contexte social local. La méthodologie et les procédures proposées devront être sensible au genre et accorder une attention particulière à la participation et au traitement des groupes vulnérables dont la définition doit être présentée.
- Identifier les acteurs et institutions responsables de l'acquisition des terres et qui seront impliqués dans la mise en œuvre du processus de réinstallation. Evaluer les capacités de gestion de ces acteurs, et identifier les besoins en matière de renforcement le cas échéant en veillant à proposer une estimation financière ;
- Décrire les conditions de mise en œuvre des déplacements dans le cadre du ou des PAR qui seront à produire, et de leur coordination avec l'avancement de l'exécution des travaux prévus dans le cadre du programme ou de chacune des composantes/sous composantes ;
- Présenter le dispositif de suivi-évaluation mis en œuvre par l'organisme chargé de l'exécution du ou des PAR et le dispositif d'audit indépendant ;
- Proposer des termes de référence conformes aux procédures locales et aux orientations de la NES 5 de la Banque mondiale, qui seront utilisés pour les composantes/sous composantes générant des déplacements physiques et/ou économiques ;
- Présenter le calendrier de mise en œuvre des dispositifs de financement de la réinstallation pour élaborer et mettre en œuvre les PAR pour les composantes/sous composantes concernées, incluant l'estimation des coûts, les sources de financement les flux financiers et les provisions pour imprévus .

### **Livrable attendus pour l'Activité 3, contenu du CPR**

Le **LIVRABLE n°3** prendra la forme d'un Cadre de Politique de Réinstallations Involontaires (CPR) établi selon les exigences et les bonnes pratiques des bailleurs internationaux (AFD, Banque Mondiale), décrivant les risques de réinstallations involontaires et précisant les mesures correctives et les procédures à mettre en œuvre pour la réalisation future des plans d'action de réinstallation (PAR).

Des articulations sont attendues lors de la production de ce livrable avec les autres livrables en particulier ceux des activités 1 et 2.

Le livrable sera présenté en format Word et en mode suivi des modifications pour les versions intermédiaires.

Le Consultant organisera avec les acteurs concernés par la mise en œuvre du CPR, des réunions de restitution des versions intermédiaire et finale du CPR afin de faciliter la validation du livrable.

#### **4. Activité 4 : Evaluation des procédures et capacités de la ville de Belém pour la passation des marchés**

##### *Contexte de l'activité*

Un plan de passation des marchés (PPM) du Programme sera préparé et validé par l'AFD au début du programme puis régulièrement mis à jour. La municipalité sera responsable de l'élaboration des dossiers d'appels d'offres, ainsi que de l'attribution et de l'exécution des contrats. Les contrats seront attribués conformément aux Directives de passation des marchés de l'AFD et à la "clause standard" pour l'attribution des contrats figurant dans les conventions de financement de l'AFD au Brésil. Les procédures de vérification et de contrôle des marchés par l'AFD (Avis de Non Objection de l'AFD à certaines étapes) seront définies dans le PPM. Les paiements aux entreprises seront effectués par la municipalité, grâce à un compte bancaire dédié au projet et ouvert par la municipalité pour recevoir les décaissements de l'AFD effectués sous la forme d'avances renouvelables. Chaque paiement, à l'exception du premier, sera soumis à la preuve qu'au moins 80% des fonds précédemment versés ont été utilisés. Le contrôle externe de l'utilisation des fonds sera effectué par le biais d'audits externes annuels (par le Tribunal des Comptes de l'Etat, organe indépendant chargé de contrôler et d'inspecter les dépenses municipales, ou par une entité externe privée), qui vérifieront que les fonds sont utilisés correctement.

Les procédures de l'AFD prévoient généralement un contrôle ex ante des procédures de passation des marchés pour les nouveaux bénéficiaires de financements de l'AFD, comme c'est le cas de la municipalité de Belém. Afin de faciliter l'exécution du programme, l'AFD souhaiterait mettre en place, autant que faire se peut, dans le cadre décrit ci-dessus, un contrôle *ex-post* des marchés financés, selon des modalités à déterminer (exemple : via un audit externe) et à l'issue d'un diagnostic préalable et de l'analyse des écarts entre les procédures de la municipalité et les Directives de passation des marchés de l'AFD. Cette approche ex post nécessite donc une compréhension approfondie de la performance du processus de passation des marchés publics et des capacités de la municipalité en la matière. En effet, en cas de non respect des Directives de l'AFD sur la passation des marchés, les dépenses engagées peuvent devenir inéligibles au financement de l'AFD.

##### *Description de l'activité*

Cette activité comprend les 5 étapes suivantes :

- **Analyse des procédures de passation des marchés de la municipalité de Belém et de leur conformité aux Directives de l'AFD (*gap analysis*)** : le consultant effectuera un diagnostic spécifique du cadre applicable à la passation des marchés par la municipalité de Belém afin d'identifier les lacunes ou écarts avec les Directives de passation des marchés de l'AFD. En particulier, l'analyse permettra d'évaluer en détail le processus de passation des marchés publics pour les travaux, biens, prestations intellectuelles (cf. grille d'analyse standard disponible en annexe). Cette analyse portera notamment, pour la municipalité, sur la qualité du cadre juridique relatif aux marchés publics (lois et règlements applicables, mécanismes d'audit et de contrôle, etc.) et sur la qualité des documents d'appel d'offres (transparence, ouverture, équité et qualité des critères de qualification et d'évaluation). Le consultant examinera également les résultats du PEFA ou d'autres analyses des systèmes de passation des marchés publics pour la municipalité de Belém, le cas échéant, ainsi que l'indice de perception de la corruption de Transparency International. Des études préliminaires déjà réalisées par l'AFD au Brésil, au niveau du pays, seront fournies au consultant.

- **Analyse des procédures utilisées par la municipalité de Belém pour mettre en œuvre ses projets**, en se basant notamment sur son expérience antérieure avec d'autres bailleurs de fonds. Les principaux points d'analyse de cette activité sont :
  - Compétences et capacités observées de la municipalité dans la gestion des projets financés par des bailleurs ;
  - Compétences et ressources de l'équipe de la municipalité responsable du contrôle des risques et de la passation des marchés ;
  - Évaluation de la pertinence de l'organisation de la municipalité pour les passations des marchés dans des projets financés par le biais d'un financement externe international (ex : création d'une unité d'achat dédiée à chaque programme, etc.), et recommandations éventuelles ; maîtrise des bonnes pratiques internationales ;
  - Qualité des audits antérieurs effectués sur les marchés (en particulier si des contrôles ex post ont été autorisés) et des cabinets d'audit
  - Analyse d'un échantillon de 2 à 3 passations de marchés déjà réalisées par la municipalité (travaux, prestations intellectuelles), dont une concernant un marché financé par un bailleur international, et répertorier les éventuelles difficultés rencontrées et solutions proposées
  - Ega-conditionnalité
- **Recommandations opérationnelles pour le Programme financé visant la bonne mise en œuvre des procédures conformément aux Directives de passation des marchés de l'AFD et les modalités de l'évaluation ex post à prévoir.**

Si le diagnostic des activités précédentes révèle des écarts avec les Directives de l'AFD en matière de passation des marchés, ou identifie des risques en la matière, des mesures correctives seront proposées pour permettre une évaluation ex post dans le cadre de la mise en œuvre du financement de l'AFD.

Les risques peuvent être de différents types et couvrir par exemple :

- Les risques liés à la capacité du bénéficiaire : il pourrait alors être nécessaire de mettre en place des mesures d'accompagnement technique (renforcement des capacités pour la planification, l'attribution et le suivi des contrats; fourniture d'équipements et/ou logiciels adéquats, assistance technique, etc.).
- Des risques résiduels identifiés dans le cadre juridique et réglementaire de la municipalité (des études préliminaires déjà réalisées par l'AFD au Brésil, au niveau du pays, seront fournies à la société de conseil) : il pourrait alors être nécessaire de proposer la mise en œuvre de mesures de gestion des risques telles que des adaptations dans les documents d'appel d'offres ou un mécanisme de révision pour les documents d'appel d'offres standard.

Les recommandations porteront également sur les éléments suivants :

- Impact et risques pour l'exécution du Programme si certains contrats ne sont pas attribués correctement et sont déclarés éligibles au financement de l'AFD
- Assistance technique en place ou prévue pour la passation des marchés dans le cadre du Programme, utilisée pour assurer le respect des directives de l'AFD et des exigences des contrats attribués avec les financements des donateurs (lien à faire avec l'Activité 2 des présents TDR)
- Sur la base du Plan de financement et du Plan de Passation des Marchés (PPM) provisoires du Programme, identification des marchés qui peuvent être particulièrement sensibles aux risques dus en raison de leur montant, de leur importance pour l'exécution de l'ensemble du programme (par exemple, concernant

la composante 3 de gestion du programme), de leur secteur, qui pourraient en conséquence justifier une concurrence internationale ou un contrôle spécifique.

- **Recommandations et TDR pour l'audit ex post de passation des marchés.** Ces termes de référence devraient permettre de couvrir les risques inhérents au contrôle ex post des marchés affectés au financement de l'AFD. Le consultant analysera également s'il est possible d'inclure cette tâche de vérification des marchés de façon ex post dans le contrat général d'audit externe du programme (qui peut être effectuée par le Tribunal de Contas, ou par un auditeur privé externe) ou s'il est préférable d'avoir un contrat spécifique pour l'audit ex post des marchés avec éventuellement.
- **Analyser et émettre un avis sur les documents standards d'appel d'offres et modèles de contrats de la municipalité et recommander des adaptations à ceux-ci le cas échéant pour le projet financé par l'AFD.** Le consultant proposera des ajustements aux documents d'appel d'offres et contrats utilisés par la municipalité afin de garantir la conformité avec les Directives passation des marchés de l'AFD. Ces ajustements comprendront notamment l'intégration de la déclaration d'intégrité, un instrument clé de la politique de conformité dans les contrats financés par l'AFD et les exigences environnementales et sociales.

#### **Livrables attendus pour l'Activité 4 :**

Le **LIVRABLE n°4** prendra la forme d'un rapport complet présentant les résultats de l'ensemble de l'activité 4

Il présentera notamment les points suivants : (i) Analyse des procédures de passation des marchés de la municipalité et cadre applicable à la passation des marchés, ainsi que les écarts par rapport aux Directives de l'AFD ; (ii) diagnostic fondé sur l'expérience de la municipalité dans le cadre d'autres programmes financés par des bailleurs de fonds internationaux ; (iii) si nécessaire et pertinent, identification des propositions de mesures d'atténuation des risques pour le Programme ; (vi) Modalités de l'audit de contrôle ex post et recommandations pour le contrat d'audit.

Il comportera a minima les **annexes suivantes** : Documents types d'appels d'offres et modèles de contrat.

### **5. Activité 5 : Elaboration du Plan d'Action Genre du Programme**

Un Plan d'Action Genre sera préparé pour permettre une intégration transversale du genre et de l'intersectionnalité dans le Programme, dans une perspective de transformation sociale durable.

Sur la base du diagnostic préalablement réalisé dans le cadre de l'Activité 1.4, et du contenu proposé pour le Programme, le Prestataire construira, en coordination et collaboration avec la maîtrise d'ouvrage et l'AFD, le Plan d'action genre (PAG) du Programme.

Ce Plan d'action genre intégrera la définition d'un objectif de réduction des inégalités femmes-hommes pour le Programme, qui devra être explicitement formulé. Cet objectif sera décliné en un ensemble d'activités pour le Programme en identifiant les actions qui auront le plus d'impact (amélioration des conditions de vie, amélioration de la situation des femmes et de leur position dans la communauté/société), décrites de manière précise et opérationnelle et assorties des mesures de suivi-évaluation. Il contiendra les objectifs spécifiques, les activités et leur relation avec les composantes du projet, le budget, les secrétariats municipaux responsables, les indicateurs et les moyens de vérification de la réalisation.

Le Plan d'action sera présenté de manière synthétique dans le format proposé en Annexe. Les actions proposées devront être en lien direct avec les investissements, chiffrées, et financées dans le cadre du Programme. En tant que de besoin, il sera accompagné d'un narratif détaillant le contenu des activités proposées.

**Livrable attendu pour l'Activité 5 :**

Le **LIVRABLE n°5** prendra la forme d'un Plan d'Action Genre selon le format type indiqué par l'AFD.

**6. Activité 6 : Approfondissement et préparation de l'opérationnalisation du Programme**

L'activité 6 découlera des activités précédentes et vise à faciliter la mise en exécution du Programme après l'octroi du financement par les instances de décision de l'AFD à la municipalité de Belém.

Il s'agira notamment de :

- En lien avec l'ensemble des activités précédentes, rédaction d'un Manuel Opérationnel du Programme
- Appuyer l'équipe municipale de Belém dans la préparation et rédaction des termes de référence des études techniques complémentaires (en lien avec l'activité 1 et l'activité 4) ;
- Formuler le cas échéant des recommandations et élaborer des termes de référence pour un programme de coopération technique qui pourrait être financé ultérieurement par l'AFD et qui viserait à appuyer et promouvoir l'intégration de la biodiversité dans la stratégie urbaine de la municipalité (contenu et principaux axes, exemple d'activités, intervenants et bénéficiaires au sein de la municipalité mode de fonctionnement du programme, dimensionnement/montant du programme, etc.) ;
- Appuyer l'équipe municipale de Belém dans la préparation et la rédaction des termes de référence des activités de formation et renforcement de capacités de la maîtrise d'ouvrage qui seront financées notamment dans la Composante 3 du Programme, en lien avec l'Activité 2).

**Livrables attendus pour l'Activité 6**

Les **LIVRABLES de l'activité n°6** seront :

- Un Manuel Opérationnel du Programme (modèle fourni par l'AFD)
- Des Termes de référence d'études ou de programmes de coopération technique ou de formation.

#### IV. Modalités de réalisation de l'étude (calendrier, méthodologie, livrables et dimensionnement de la prestation)

##### Calendriers de remise des livrables

Une **réunion de lancement** à distance avec l'AFD et la municipalité de Belém sera organisée au démarrage de la prestation, au plus tard une semaine après la signature du contrat entre l'AFD et le prestataire.

Les consultants sélectionnés devront effectuer au moins une **mission de terrain** d'au minimum une semaine. Celle-ci aura lieu dès que possible après la réunion de lancement. Elle sera composée a minima de l'expert développement urbain et de(s) expert(s) en étude d'impact environnemental et social). Des rencontres avec la municipalité et les différents organes en charge du Programme seront requises. En fonction des besoins, l'équipe pourra être amenée à effectuer plusieurs déplacements.

Activités et livrables	Date de remise des livrables
<i>Démarrage de la prestation et réunion de lancement : T0 + 1 semaine</i>	
<i>Mission de terrain : 1<sup>er</sup> mois de la prestation</i>	
<u>Remise du Livrable n°1 : Rapport détaillé de présentation du Programme (version provisoire)</u>	T0 + 1,5 mois
<u>Remise du Livrable n°2 : CGES (version provisoire)</u>	T0 + 1,5 mois
<u>Remise du Livrable n°3 : CPR (version provisoire)</u>	T0 + 1,5 mois
<i>Calendrier AFD : à titre indicatif, à T0 + 2 mois (fin juin 2025) :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mission de l'équipe projet AFD sur la base des versions provisoires des livrables n° 1, 2 et 3</li> <li>- Remise de la documentation interne AFD Comité de crédit de l'AFD sur la base des versions provisoires des livrables n° 1, 2 et 3</li> </ul>	
<u>Remise des versions définitives des livrables n°1, 2, 3</u>	T0 + 2 mois
<u>Remise du livrable n°4 : Analyse et recommandation sur la passation des marchés</u>	T0 + 3 mois
<u>Remise du livrable n°5 : Plan d'action genre</u>	T0 + 3 mois
<u>Remise des livrables de l'Activité n°6 : Manuel Opérationnel du Programme, termes de référence et autres documents opérationnels</u>	T0 + 4-5 mois
<i>Calendrier AFD : à titre indicatif, T0 + 4 mois (août 2025) :</i> <p><i>Remise de la documentation interne définitive AFD aux Instances de décision de l'AFD sur la base des versions finales des livrables n° 1, 2 et 3 et des livrables n°4 et 5</i></p>	

Il est essentiel que les consultants respectent le calendrier convenu et accomplissent toutes les tâches dans les délais impartis en vue des instances de validation du financement par l'AFD.



## Méthodologie et modalités de pilotage de l'étude

### *Pilotage de l'étude*

Une **réunion de lancement** à distance avec l'AFD et la municipalité de Belém sera organisée au démarrage de la prestation, au plus tard une semaine après la signature du contrat entre l'AFD et le prestataire. Lors de cette réunion, le consultant présentera à l'aide d'une présentation powerpoint sa méthodologie, les sources de données et outils identifiés, ainsi qu'un plan de travail et un calendrier actualisé de la prestation, avec les dates de mission de terrain et de remise des livrables. Les enjeux du projet seront actualisés le cas échéant avec la municipalité.

Des **réunions d'étape** auront aussi lieu à échéance régulière et à la remise des livrables de chaque activité.

En fin de mission, une **réunion de clôture** à laquelle seront conviées toutes les parties prenantes du Programme permettra de valider les livrables finaux remis par le Consultant.

### *Méthodologie*

De manière générale, la prestation sera mise en œuvre par le Consultant sous la supervision de l'AFD et en lien étroit avec la municipalité de Belém.

L'équipe-projet AFD (agence de Brasília et siège) assurera la validation des livrables sur la base de leur clarté et de leur lisibilité, de leur pertinence par rapport aux tâches mentionnées précédemment et de leurs conclusions opérationnelles.

Le prestataire s'engage à désigner un interlocuteur unique chargé de suivre le présent marché.

### *Format des livrables*

Les livrables de chaque activité seront d'abord remis en **version provisoire** à l'AFD et la municipalité, et feront l'objet d'une présentation en réunion. Une **version finale** intégrant les observations de l'AFD et de la contrepartie sera ensuite préparée par les consultants.

Les rapports (provisoire et final) devront être remis en format word (avec suivi de modifications apparentes) et PDF (sans modification apparentes).

La prestation sera réalisée en langue portugaise, et les livrables devront également être rédigés en portugais.

Des présentations powerpoint permettant de restituer de façon synthétique chaque livrable avec les résultats des différentes activités à la municipalité et à l'AFD seront préparés par le Consultant en tant que de besoin en plus des livrables.

### Dimensionnement de la prestation

Le dimensionnement de la prestation est estimé à environ **185 jours/hommes** répartis de façon indicative comme suit (toutes expertises confondues) selon les livrables attendus :

Livrables	Estimation j. / h
<u>Livrable n°1</u> : Rapport détaillé de présentation du Programme	90
<u>Livrable n°2</u> : CGES	35
<u>Livrable n°3</u> : CPR	10
<u>Livrable n°4</u> : Analyse et recommandations sur la passation des marchés	30
<u>Livrable n°5</u> : Plan d'action genre	10
<u>Livrable n°6</u> : Manuel Opérationnel du Programme, termes de référence et autres documents opérationnels	20
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>190</b>

## **V. Compétences et expériences requises**

Le Consultant pourra être un cabinet de consultants ou un consortium de cabinets qui connaît très bien la zone d'intervention. Il devra témoigner d'une expérience éprouvée en ingénierie et préparation de projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux, si possible auprès de l'AFD.

L'équipe d'experts proposée par le Consultant devra disposer des qualifications et expériences nécessaires à la bonne réalisation des tâches et des livrables mentionnés précédemment.

Plus précisément, l'équipe devra présenter au minimum les profils et compétences suivants (le Consultant étant libre d'adapter sa proposition d'équipe en la justifiant) :

- Experts en développement urbain / programmation urbaine :
  - Diplôme d'études supérieures en urbanisme, en développement urbain ou dans un domaine connexe (architecture, paysage) d'une grande université.
  - Au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la planification urbaine, de la conception et de la mise en œuvre de projets d'espaces publics, de paysage (places, parcs, voiries), de parcs urbains et espaces naturels en villes, d'équipements publics et de logements. Expertise / connaissance des problématiques relatives à l'aménagement des berges, aux villes côtières.
  - Expérience dans le domaine du développement urbain et de la mobilité, intégrant les enjeux de changement climatique, de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe, de la biodiversité et des solutions fondées sur la nature.
  - Expérience de travail au Brésil. Une expertise/connaissance des problématiques de la région Amazonienne serait un plus.
  - Expérience de la collaboration avec les collectivités locales brésiliennes, et connaissance approfondie du contexte réglementaire brésilien et des processus administratifs et techniques de projets urbains similaires.
  - Solides compétences analytiques et capacité à utiliser des données quantitatives et qualitatives pour éclairer la prise de décisions.
  - Expérience pratique de l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG), connaissance des aspects techniques de la gestion et de l'utilisation des données géographiques et connaissance de la géométrie des coordonnées, de la conversion et de la validation des données, de l'analyse spatiale et de la visualisation.
- Expert en hydrologie, environnement, génie civil, gestion de l'eau et des inondations en milieu urbain, drainage, ou des eaux usées. Diplôme d'études supérieures / ingénieur, 10 ans d'expérience, expertise/ connaissance des problématiques et projets de renaturation de cours d'eau en ville, gestion environnementale, bassins hydrographiques. Solutions fondées sur la nature
- Expert climat (atténuation/adaptation) : au moins 5 ans d'expérience dans la conduite de bilans carbone, d'analyses de vulnérabilités au changement climatique, de plans d'action climat

- Consultants et experts E&S en charge des activités 2 et 3 :
  - Expert.e Environnement, spécialiste en évaluation des impacts environnementaux et sociaux conforme aux standards E&S internationaux, dans le cadre de projets de développement urbain, dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Interaméricaine de Développement (BID), KfW, etc.). Une expérience spécifique de travail au Brésil ainsi qu'une connaissance avérée de la réglementation locale est attendue.
  - Expert.e Social, spécialiste en évaluation des impacts environnementaux et sociaux conforme aux standards E&S internationaux, dans le cadre de projets de développement urbain, dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Interaméricaine de Développement (BID), KfW, etc.). Une expérience spécifique de travail au Brésil ainsi qu'une connaissance avérée de la réglementation locale est attendue.
  - Expert.e Social international, spécialiste des questions de réinstallation et de restauration des moyens de subsistance, disposant d'au moins 5 expériences dans la préparation et la mise en œuvre de CPR et PAR, et la conduite d'études socio-économiques dans le cadre de projets de développement, dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Interaméricaine de Développement (BID), KfW, etc.). Une expérience spécifique de travail avec des communautés traditionnelles est souhaitable. Une expérience spécifique de travail au Brésil ainsi qu'une connaissance avérée de la réglementation locale est attendue.
  - Expérience d'au moins 10 ans d'expérience de travail dans les évaluations d'impact environnemental et les évaluations biodiversité (NES6 BM, PS6 SFI). Une expérience de travail avec des projets de développement de banques multilatérales de développement en Amérique latine est souhaitable.
- Consultant /experts en matière de passation des marchés (Activité 4) : Connaissance suffisante des lois, règlements et normes d'appel d'offres du Brésil ; Expérience des marchés publics au Brésil essentielle ; Connaissance des Directives passation des marchés de l'AFD ou de la Banque mondiale ; Expérience dans l'audit des marchés ; Expérience dans l'audit des programmes et projets de développement financés par des institutions internationales.
- Consultant spécialisé sur les sujets de Genre et Développement : diplômé d'études supérieures en sciences sociale, expérience d'au moins 5 ans en conduite d'études en lien avec des actions de promotion de l'égalité de genre
- Un membre de l'équipe d'expert devrait avoir une expérience dans l'analyse et la mise en œuvre de dispositifs de participation et délibération citoyenne. Une connaissance précise du contexte brésilien sur ce volet est également nécessaire.
- Le cas échéant, Géomaticien national ou international qui conduira l'ensemble du travail cartographique (cartes, calcul pertes-gains, modélisation, etc.).

De manière générale, l'équipe devra disposer des compétences suivantes :

- Excellentes compétences de communication et de rédaction en portugais, et capacité à produire des rapports et des présentations de grande qualité. La maîtrise du français est un plus.
- Expérience préalable de la collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD) ou d'autres organisations de développement international sur les projets de développement urbain et de réduction des risques de catastrophe souhaités.

L'équipe devra par ailleurs être structurée autour d'un **Chef de mission** disposant de 10 à 15 ans d'expérience, qui sera le point de contact pour l'AFD et la ville. Il pourra s'agir de l'un des experts, en fonction du degré d'expérience. Le Chef de mission, en lien le cas échéant avec une équipe-support, devra par ailleurs :

- Assurer la responsabilité globale de l'ensemble de la prestation ;
- Garantir la qualité de tous les livrables et de la prestation ;
- Garantir la gestion contractuelle et le contrôle de l'utilisation des fonds et de la planification financière ;
- Assurer la gestion du personnel, en particulier identification des besoins en matière d'affectations à court terme dans le cadre du budget disponible, ainsi que la planification et la mise en oeuvre des activités ;
- assurer le *reporting* régulier des activités dans le respect des délais.

## **VI. Annexes et documentation disponible pour la prestation**

Les documents suivants sont annexés aux termes de référence :

- Carta Consulta présentée à la Cofiex (et annexes)
- Plan municipal d'action pour le climat de la ville de Belém : <https://americadosul.iclei.org/wp-content/uploads/sites/78/2024/12/plac-belem-612-v3.pdf>
- Inventaire d'émissions de Gaz à Effets de Serre de la municipalité
- Guide technique AFD – Biodiversité en ville : [Biodiversité en ville - Guide technique | AFD - Agence Française de Développement](#)
- Méthodologie de comptabilisation des co-bénéfices biodiversité de l'AFD (Finance Nature +) : [Finance Nature+ : principes de comptabilisation de la finance positive pour la nature et la biodiversité | AFD - Agence Française de Développement](#)
- Directives de l'AFD pour la passation des marchés : [Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les États étrangers | AFD - Agence Française de Développement](#)
- Grille d'analyse standard de l'AFD pour l'activité 4 relative à la passation des marchés

L'AFD et la municipalité de Belém mettront à disposition du consultant, au début de la prestation, le reste de la documentation utile disponible, notamment :

- Documentation complémentaire relative au Plan Directeur de la municipalité et aux documents de stratégie et de planification de la ville
- La fiche climat « risk screening » de l'AFD pour le projet
- La méthodologie bilan carbone de l'AFD
- Modèle AFD de documents utiles (plan d'action genre, plan de passation des marchés, Manuel Opérationnel de Programme)

- La « clause standard » de l'AFD pour l'attribution des contrats inclus dans les accords de financement de l'AFD au Brésil
- Étude précédente déjà réalisée par l'AFD au Brésil, au niveau des pays, sur la conformité de la réglementation nationale en matière d'approvisionnement avec les Directives d'approvisionnement de l'AFD